Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1620

Artikel: Idées : l'Etat sans nation
Autor: Danesi, Marco
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1019332

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'Etat sans nation

Ulrich Beck et Mondher Kilani, un sociologue et un anthropologue, examinent l'avènement d'une société cosmopolite.

La nation va disparaître. L'Etat peut s'en passer. Le lien inoxydable entre l'Etat et la nation se relâche. Le divorce se consomme au nom du cosmopolitisme. L'identité nationale fondée sur l'appartenance et l'exclusion - ou bien… ou bien - va laisser la place à la société globale des risques partagés. Les frontières perdent leur sens et leur fonction. Le territoire devient élastique. La communauté n'émerge plus du passé mais de l'action à venir.

Ulrich Beck - sociologue allemand, professeur à l'Université de Munich et auprès de la London School of Economics - critique l'équation entre société et nation, un territoire avec des frontières organisé en Etat. L'une ne se réduit pas à l'autre.

La réalité contemporaine échappe aux catégories exclusives, aux ensembles homogènes, aux identités antagonistes. Le lieu s'efface dans la polygamie des espaces. La perspective nationale surgit de l'exclusion de l'autre. Le cosmopolitisme en revanche intègre l'altérité, sans l'assimiler. L'Etat mondial sans centre, égal d'Internet, se fonde sur le dialogue constant entre les différences. Il ne les rejette pas en dehors de son périmètre, mais les incorpore, se transformant ainsi à son tour.

La peur à la place de Dieu

Les grands récits fondateurs ont perdu leur sens. Progrès, lutte des classes, nation ou Dieu font figure de bibelots poussiéreux. Seule la peur pousse encore les individus à s'associer au nom des dangers qu'il faut affronter. L'histoire commune ne détermine plus exclusivement identité et appartenance. La projection collective dans le futur prend le dessus.

Ulrick Beck n'oublie pas de rappeler que le calcul des risques distingue déjà la modernité des périodes précédentes. L'Etat providence, en Europe, incarne à merveille la volonté de protéger les citoyens de toutes sortes de menaces. En revanche, les périls contemporains échappent au contrôle. Catastrophes écologiques, crises financières et terrorisme (les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis en sont l'emblème effrayant) accusent l'impuissance de la nation. Ils défient le monde globalisé en déstabilisant ses certitudes, héritage d'une époque vécue dans la séparation des blocs et l'affrontement idéologique. Le néo-libéralisme, malgré l'universalisme dont il se pare, n'est pas la solution. La vision d'un Etat à la fois minimaliste, à la botte du marché, et voué à la surveillance, sinon à la répression, sombre dans le paradoxe. A une économie sans bornes, libre de surfer sur les réseaux virtuels, répond une société grillagée où la démocratie fait les frais de la sécurité.

La nation ne peut pas satisfaire les exigences de la société du risque. Ulrich Beck est catégorique. Car elle confond autonomie et souveraineté contre la mondialisation économique, les échanges culturels, la coopération militaire, juridique ou technologique internationale. Or, la souveraineté a tout à gagner d'une réduction de l'autonomie nationale. L'action concertée des Etats ne peut que la renforcer. Une fois oubliée la fierté patriotique et le mythe de l'« alleingang », l'efficacité transnationale rejaillit sur le pays et sur sa faculté de résoudre les problèmes internes.

Les ennemis de la société cosmopolite

« Un mélange hétérogène de nationalistes, d'anticapitalistes, d'écologistes de la démocratie nationale, mais aussi de xénophobes et de mouvements religieux fondamentalistes » fait de la résistance. En Suisse, l'UDC relaye habilement le refus de l'ouverture, la peur de l'autre, l'attachement viscéral à la démocratie directe, les revendications des laissés-pour-compte, la répulsion de la politique, sans parler des chauvins armés de drapeaux et cors des Alpes. Blocher et compagnie pillent sans états d'âme la détresse objective ou imaginaire de la population pour réaliser leur projet politique : verrouiller la société sur l'autel du peuple souverain et soustraire l'économie à toute régulation.

Cependant, selon Ulrich Beck, les succès à court terme des conservateurs préfigurent, à plus longue échéance, une coalition inédite des perdants et des gagnants de la globalisation. Syndicats, altermondialistes, Verts, défenseurs de la démocratie risquent de militer avec les multinationales, les marchés financiers, les organisations commerciales internationales pour un contrôle cosmopolite des risques, une fois ajournés les Etats-nations.

L'universalisme particulier à son tour, bien décrit par Mondher Kilani dans un ouvrage consacré à l'emprise des Etats-Unis sur le reste de la planète, entrave l'avènement de la société cosmopolite. L'hégémonie américaine monopolise les consciences et les conditions matérielles de l'humanité. L'*American way of life* emporte la confrontation critique. L'exclusion frappe les opposants acculés à leur identité malfaisante. Le fondamentalisme islamique serait alors la face cachée de l'impérialisme américain. Les déclarations en faveur de la démocratie, des droits humains, de la justice, de l'humanitarisme, armé s'il le faut, dissimulent à peine l'indulgence stratégique à l'égard « de toutes les formes de tribalisme, d'ethnicisme et d'autoritarisme » pour autant qu'elles servent les intérêts géopolitiques des Etats-Unis.

C'est pourquoi, Ulrich Beck plaide pour un universalisme contextualisé. Une perspective qui tient compte de l'altérité et du mélange. Où la version occidentale des droits humains, notamment, n'affirme pas sa supériorité, son unicité et sa validité universelle. Mais reconnaissant l'existence d'autres conceptions tout aussi légitimes, elle s'engage dans un dialogue critique avec les autres populations, les autres cultures, les autres religions, afin de dégager des droits communs, partagés. « Utiles » synthétise Ulrich Beck. Sans tomber dans un relativisme mal compris et sans céder non plus à la tentation des croisades contre les « barbares ». *md*

Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation.* Aubier, Paris, 2003.

Mondher Kilani, *L'universalisme américain et les banlieues de l'humanité,* Ed. Payot, Lausanne, 2002.